

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 juin 2022
Français
Original : russe

Soixante-seizième session

Point 74 a) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits humains :

Application des instruments relatifs aux droits humains

**Lettre datée du 7 juin 2022, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Fédération
de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration faite par la délégation de la Fédération de Russie à la dix-neuvième Réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 74 a) de l'ordre du jour.

(Signé) V. Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 7 juin 2022 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration du représentant de la Fédération
de Russie à la dix-neuvième Réunion des États parties
à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant
le point 6 de l'ordre du jour, intitulé « Questions diverses »**

6 juin 2022

Monsieur le Président,

Au titre de ce point de l'ordre du jour, permettez-moi de faire une brève observation sur certains aspects des travaux du Comité des droits de l'enfant.

Nous avons pris note de la déclaration publiée le 4 mars 2022 par le comité chargé du suivi de la situation en Ukraine, dans laquelle des accusations infondées d'agression et de violations graves des droits de l'enfant ont été portées contre la Russie, ainsi que de la déclaration conjointe faite le 28 février 2022 sur le même sujet, dans laquelle des experts des droits humains, dont le Comité des droits de l'enfant, ont demandé à la Fédération de Russie – et seulement à la Fédération de Russie – de cesser immédiatement les hostilités et de respecter les principes du droit international, notamment dans les domaines des droits humains et du droit humanitaire. Nous considérons que le Comité évalue la situation en Ukraine selon une méthode partielle, dénuée de tout professionnalisme.

Nous tenons à rappeler que si la Fédération de Russie est partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, l'Ukraine l'est aussi. Toutefois, la déclaration du Comité passe sous silence la responsabilité personnelle des autorités ukrainiennes, ainsi que celle des nombreux États occidentaux qui alimentent délibérément le conflit en Ukraine depuis huit ans.

Pendant toutes ces années, le Comité n'a pas dit un mot au sujet des crimes perpétrés par le régime de Kiev contre ses propres citoyens. Au cours des huit dernières années, plus d'une centaine d'enfants ont été tués dans le Donbass sous les bombes des forces armées ukrainiennes.

Kiev a pour marque de fabrique de se retrancher dans des installations civiles, y compris des établissements d'enseignement et des hôpitaux, ce qui entraîne d'importants dégâts.

Nous souhaitons appeler votre attention sur un autre point important. Les nationalistes ukrainiens procèdent depuis plusieurs années à l'enrôlement forcé d'enfants dans les forces armées ukrainiennes. Il a été fait état à plusieurs reprises, y compris par des chaînes de télévision occidentales avant même le début de l'opération militaire spéciale menée par la Russie en Ukraine, de cas d'entraînement d'enfants soldats de moins de 18 ans dans des camps spéciaux.

De tels agissements constituent une violation manifeste par l'Ukraine des obligations qui lui incombent au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Lorsqu'elle a ratifié ce traité international, en 2005, l'Ukraine a déclaré que l'âge minimum pour l'enrôlement volontaire (contractuel) dans les forces armées nationales était de 19 ans.

Il convient de rappeler par ailleurs que le recrutement d'enfants de moins de quinze ans dans les forces armées ou des groupes armés et leur participation aux hostilités sont interdits par les protocoles additionnels I et II aux conventions de Genève de 1949, auxquels l'Ukraine est partie.

Monsieur le Président,

L'opération militaire spéciale actuellement en cours s'imposait. Elle est le résultat de l'agression à laquelle se livre le régime de Kiev depuis huit ans contre le Donbass et de sa réticence à faire respecter les droits humains et à cesser de discriminer les citoyens russophones.

Nous avons proposé à plusieurs reprises à la partie ukrainienne et à ses soutiens occidentaux de régler la question par la négociation, de ne pas installer d'armes lourdes dans les zones résidentielles, de ne pas utiliser les civils aux fins de protection, de ménager un accès humanitaire permettant aux organismes internationaux de faire leur travail et d'établir des couloirs humanitaires permettant d'évacuer la population des zones d'hostilités. Cependant, toutes nos initiatives ont été bloquées.

Nous recommandons aux experts du Comité, s'ils sont encore capables d'indépendance et d'impartialité dans leurs analyses, de demander des comptes aux véritables responsables de la situation actuelle en Ukraine.

Je vous remercie de votre attention.
